

LE SNESUP VOUS PRESENTE SES MEILLEURS VŒUX POUR 2010 !

Chère Camarade,
Cher Camarade,

Si le début d'année est propice aux ambitions de toutes natures, nos vœux vont particulièrement à toutes celles et tous ceux qui cherchent à être utiles au plus grand nombre. Nous laissons derrière nous une année 2009 où les agressions sans précédent contre notre « modèle social » ont été légion. Les projets élyséens pour 2010 (retraites, collectivités territoriales...) menacent un peu plus toutes les solidarités et les représentations démocratiques. Les entraves aux libertés et les expulsions de sans papiers, dont des étudiants inscrits à l'université, se poursuivent. Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, le risque de déléguer à l'enseignement supérieur privé l'exécution de missions relevant du seul service public s'accroît. Sa profonde déstructuration (PRES, fusions d'établissements, vente à la découpe...) reléguant les universités de proximité – si elles peuvent y résister – à de simples collèges universitaires cantonnés au cycle Licence et déconnectés de la Recherche. Le gouvernement campe sur ses positions et se refuse à toute concertation (« mastérisation », statut des PRAG et PRCE, réforme du lycée...). Face à une telle politique, notre résistance résolue, dans le prolongement des mobilisations exemplaires de 2009 – loin d'être un « but en soi » – relève de notre responsabilité collective. Si la situation est difficile et nous oblige à agir sur tous les fronts, rien n'est joué d'avance !

Défendre nos libertés scientifiques et pédagogiques, nos métiers, nos statuts... contribue à transformer la société. Les nécessaires évolutions et revalorisations, que nous appelons de nos vœux pour tous, rendant nos carrières plus attrayantes, doivent résulter de ces choix sociétaux. Bien plus qu'un vœu de circonstance, c'est un enjeu fondamental pour les collègues, les étudiants, la recherche, la société dans son ensemble devant se traduire par un nouveau cadre législatif négocié et concerté avec la communauté universitaire, abolissant l'ensemble des servitudes et logiques stérilisant ses activités.

Infirmier les logiques utilitaristes imposées tant à la recherche qu'aux formations, privilégiant la production de brevets valorisables et l'insertion professionnelle immédiate vue comme unique adaptation au poste de travail, doit constituer une priorité. La recherche tant fondamentale qu'appliquée doit faire l'objet de garanties inaliénables, dont le droit et la

liberté de recherche constituent les fondements et les coopérations entre établissements (universités, organismes), le terreau fertile. Former nos étudiants, citoyens aux profils socioculturels variés, qualifiés et pourvus d'esprit critique, est incompatible avec les « rationalisations et mutualisations » imposées par le gouvernement. Elles privilégient la reproduction des élites et nient la richesse du lien enseignement/recherche/société à tous les niveaux de formations (DUT, Licence, Master, Doctorat). La démocratisation de l'accès et de la réussite, de la maternelle à l'université, des élèves et des étudiants est fondamentale pour le pays. En cela l'amélioration de la formation des enseignants ne saurait souffrir des fables gouvernementales ; elle doit relever d'une ambition réelle et partagée passant par une tout autre réforme.

Faire de l'emploi public d'enseignement et de recherche, la priorité première, engager les investissements en termes d'infrastructures de proximité sur la base de financements réels, sont les conditions *sine qua non* à la réduction de toutes les sélections, entraves au rattrapage du retard important de la France en termes de taux de diplômés du supérieur. Entre priorités nationales débattues démocratiquement et libertés scientifiques non négociables, à l'opposé du pilotage autoritaire de la tutelle ou des décisions arbitraires d'exécutifs, imposer le retour aux fondements démocratiques et collégiaux de l'université est un objectif salubre à atteindre. Réapproprions-nous le champ des débats confisqués par le gouvernement.

Pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, élargir le champ des possibles, rendre nos propositions accessibles nécessite de mobiliser toute l'intellectualité et la créativité dans les universités et dans la société pour profiler d'autres options, d'autres choix. Cela ne se fera pas sans luttes ni rapport de forces. Voilà ce qui fonde notre syndicalisme pour faire progresser la réalité vers un mieux être social. Nous y gagnerons tous.

À toutes et à tous, une très bonne année 2010 !

Stéphane TASSEL
Secrétaire Général du SNESUP-FSU
Michelle LAUTON
Secrétaire Générale adjointe du SNESUP-FSU

* * *

CTPU – CTPMESR :

**Chaque universitaire est concerné par l'un de ces deux scrutins
RENFORCER LE SNESUP, VOTER et FAITES VOTER :**

- **Pour le SNESUP, dès maintenant, vote par correspondance au scrutin pour le CTPU (du 4/01/2010 au 4/02/2010)**
- **Pour la FSU, vote à l'urne au scrutin pour le CTPMESR (le 19/01/10).**